



GIP Action Régionale pour l'Information sur la Formation et l'Orientation

Numéro spécial d'Education Permanente sur le « Développement des territoires et formation », n°184, septembre 2010, 176 p. – Edition du CNAM

La formation professionnelle : clé pour l'innovation sociale, économique et territoriale – Pascale Gérard, vice-présidente de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 27 à 26 inclus)

La question territoriale a toujours été reliée à la problématique de mise en œuvre de la politique de formation professionnelle en région PACA.

Après avoir parlé de la formation comme une « composante essentielle de l'attractivité territoriale », un « levier de développement », un « secteur économique », l'auteur aborde le sujet de la mise en réseau d'acteurs pour la réussite de la politique régionale de formation dans la partie « Favoriser la collaboration entre entreprises, les partenaires sociaux et les pouvoirs publics ».

Pour mettre en œuvre sa politique de formation, vu comme un levier de développement économique et territorial, la région PACA a développé des collaborations avec les entreprises de son territoire, entreprises qui sont à la fois des lieux de formation et des lieux de débouchés d'actions de formation.

La région PACA a réussi à mettre en réseau les entreprises de son territoire, 95 % d'entre elles étant des TPE & PME, autour de PRIDES (pôles régionaux d'innovation et de développement économique solidaire).

Organisés par filières, ses 29 PRIDES, constitués autour d'un projet collectif de développement économique, ont eu pour objectif de développer l'emploi et l'innovation, ce qui s'est par exemple traduit par la mise en place d'actions de formation communes pour les salariés d'un même PRIDES.

Le territoire est-il une situation de développement ? – Charles-Antoine Gagneur, post-doctorant à l'unité de recherche INRA-Sens et Patrick Mayen, professeur à Agrosup Dijon (p. 63 à 77 inclus)

Les auteurs décrivent une expérience de développement d'une coopérative viticole de l'Hérault (Languedoc-Roussillon), dont l'une des conditions de réussite a été la mise en réseau de ses membres et acteurs locaux.

Les personnes de cette coopérative avaient pour finalité de continuer à vivre et travailler dans leur environnement naturel.

A cet effet, une recherche a été conduite pour développer la coopérative d'une façon économiquement viable, durable et identifier les effets des processus et conditions d'apprentissage formels et informels sur l'évolution de son activité.

Parmi les résultats atteints, on peut citer des modifications d'organisation de travail et de pratiques collectives au sein de la coopérative, ainsi que des changements de pratiques individuelles de ses membres : par exemples des réunions de coordination ou de définition de nouvelles règles de gestion de l'activité collective, des tâches nouvelles de contrôle, des temps de partage d'expertises, etc.